

Crous de Nantes Pays de la Loire

**Remplacement du Système de Sécurité Incendie au restaurant universitaire le  
TERTRE au sis  
4 route de la Jonelière 44 300 NANTES  
Marché N°26 PAT 01 SSI TERTRE**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Nantes Pays de la Loire

2 bd Guy Mollet BP 52213

44322 NANTES cedex 3

Point de Contact : Service achats

Tel : 02.40.37.13.31

Courriel : [immobilier.marchés@crous-nantes.fr](mailto:immobilier.marchés@crous-nantes.fr)

Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Nathalie BOURSIER, Directrice générale  
du Crous de Nantes Pays de la Loire

Tél. : 02.40.37.13.30

Fax : 02.40.37.13.00

Site internet : <http://www.crous-nantes.fr>

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Principales activités : hébergement, restauration et aides financières aux étudiants.

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	
1.1. Objet du marché .....	3
1.2. Procédure choisie.....	3
1.3. Lots – variantes – options .....	3
1.4. Sous-traitance .....	3
1.5 Localisation des 5 sites et visite de site obligatoire .....	4
1.6. Maîtrise d'œuvre .....	4
1.7. Contrôle technique .....	4
1.8. Coordonnateur SPS .....	5
1.9 Dispositions applicables en cas d'intervenants extérieurs.....	5
<b>ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	
2.1. Pièces particulières .....	5
2.2. Pièces générales.....	6
<b>ARTICLE 3 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES</b>	
3.1. Contenu des prix .....	6
3.2. Variation dans les prix.....	6
3.3. Règlement des comptes.....	6
3.4. Travaux modificatifs .....	6
3.5. Paiement des sous-traitants.....	7
3.6. Application de la TVA .....	7
<b>ARTICLE 4 DÉLAI D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS</b>	
4.1. Délai d'exécution .....	8
4.2 Pénalités pour retard .....	
4.3. Pénalités pour non remise des documents techniques fournis après exécution des prestations ...	8
<b>ARTICLE 5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ</b>	
5.1. Retenue de garantie .....	10
5.2. Avance.....	10
<b>ARTICLE 6 PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX</b>	
6.1. Période de préparation.....	10
6.2. Rendez-vous de chantier .....	10
6.3. Notes de calculs – études de détail .....	10
6.4. Organisation – sécurité et hygiène des chantiers .....	Erreur ! Signet non défini.
<b>ARTICLE 7 ORGANISATION – SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS</b>	
7.1. Organisation du chantier (se référer au CCTP) .....	11
7.2. Sécurité et hygiène des chantiers .....	11
<b>ARTICLE 8 CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX</b>	
8.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	11
8.2. Réception .....	12
<b>ARTICLE 9 ASSURANCES</b>	
<b>ARTICLE 10 RESILIATION</b>	
<b>ARTICLE 11 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</b>	

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), concernent les travaux de remplacement du système de sécurité incendie au Restaurant Universitaire le Tertre à Nantes, pour le compte du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Nantes - Pays de la Loire (44000), Maître de l'ouvrage.

La description des équipements et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.2. Définition des parties contractantes

Au sens du présent document :

- Le « pouvoir adjudicateur » est la personne morale de droit public (le Crous de Nantes Pays de la Loire) qui conclut le marché avec le Titulaire ;
- Le « Titulaire » est l'opérateur ou le mandataire du groupement d'opérateurs qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.

### 1.3. Le titulaire

Le Titulaire du marché doit désigner, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celui-ci.

Le Titulaire ne peut sous-traiter le marché sans avoir préalablement obtenu l'agrément du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur.

### 1.4. Procédure choisie

Le présent marché est passé en procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R2123-4 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique et donnant lieu à un avis d'appel public à la concurrence publié au BOAMP et sur le site achat-public.com

### 1.5. Lots – variantes – options

Le marché est non alloti

**Option** : aucune option demandée

**Variante** : aucune variante ne sera acceptée

### 1.6. Sous-traitance

Si le titulaire veut introduire des sous-traitants en cours d'exécution du marché, il doit en faire la demande au pouvoir adjudicateur au moyen de l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC 4 disponible sur [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)).

Le titulaire devra joindre à cet acte spécial les documents de preuve et de justificatifs suivants nécessaires à la vérification de la situation du sous-traitant :

- Une attestation d'assurance en responsabilité civile et pénale,
- Une garantie décennale,
- Extrait Kbis de moins de 3 mois,
- L'attestation fiscale,
- Attestation URSAFF de moins de 6 mois,
- Coordonnées bancaires.

### 1.5 Localisation du site et visite de site obligatoire

Les travaux se dérouleront au Restaurant Universitaire le Tertre, établissement recevant du public, **ERP de 1ère catégorie du type N.**

Code NUTS : FR511 (Loire Atlantique)

NOM ET ADRESSE DES 5 SITES
<b>Restaurant Universitaire le Tertre</b> 4 route Jonelière 44 300 NANTES

La visite préalable du site est **obligatoire**.

Une prise de rendez-vous devra être faite auprès de la Direction de l'immobilier du CROUS auprès de :

- Gladys BURBAN chargée d'opérations **Tél 06 12 37 47 49** [gladys.burban@crous-nantes.fr](mailto:gladys.burban@crous-nantes.fr)

Un rendez-vous sera fixé, sous réserve que la demande soit faite au moins sept jours avant la date de remise des offres, soit jusqu'au **lundi 23 février 2026 à 12h00** pour prendre RDV.

Ces visites donneront lieu à une attestation délivrée sur place à l'issue de chaque visite par un représentant du CROUS (voir annexe 1 au présent règlement).

### 1.8. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Entreprise	Adresse	Courriel	Tél	SIRET
GEFI Ingenierie	24 rue de l'Europe 44 240 La chapelle sur Erdre	<a href="mailto:info@gefi-ingenierie.fr">info@gefi-ingenierie.fr</a>	02 40 49 95 95	<b>323 657 510 00042</b>

### 1.9. Contrôle technique

Entreprise	Adresse	Courriel	Tél	SIRET
QUALICONSLT	6 bis rue Alessandro Volta Bâtiment F9 44 470 Carquefou	<a href="mailto:stephane.wuyts@qualiconsult.fr">stephane.wuyts@qualiconsult.fr</a>	06 86 66 66 61	44284892500586

Les missions confiées au contrôleur technique sont : **L, SEI, HAND, LE**

### 1.10. Coordonnateur SPS

Entreprise	Adresse	Courriel	Tél	SIRET
QUALICONSLT	6 bis rue Alessandro Volta Bâtiment F9 44 470 Carquefou	edmond.buo@qualiconsult.fr	06 73 28 81 74	44284892500586

### 1.11. Dispositions applicables en cas d'intervenants extérieurs

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

La monnaie de compte du marché est l'EURO

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 1.4 du présent CCAP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du **marché n°26 PAT 01 SSI TERTRE** ayant pour objet les travaux de remplacement du SSI au Restaurant Universitaire au Tertre à Nantes »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article 3.5 du présent CCAP. »

## ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

### 2.1. Pièces particulières

**Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, et, en cas de contradiction entre elles, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux.**

- L'acte d'engagement (ATTRI1)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et Bordereau Prix Unitaire (BPU)
- Le cadre de mémoire technique
- Le planning de l'opération
- Le règlement de consultation (RC) et son annexe (attestation de visite obligatoire)

## 2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (février 2026).

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances relative aux Cahiers des Clauses Administratives Spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## ARTICLE 3 : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

### 3.1. Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire.

### 3.2. Variation dans les prix

Sans objet.

### 3.3. Forme du prix et modalités de révision de prix

Le prix est révisable suivant les modalités fixées ci-après :

Index BT: **BT 01**

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 I_m / I_0)$$

Avec

$I_0$  : index défini plus haut pour le mois  $M_0$

$I_m$  : index défini plus haut pour le mois au cours duquel les travaux ont été exécutés

$P_0$  : montant des travaux au mois  $M_0$

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

### 3.4. Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  (**février 2026**).

### 3.5. Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues à l'entrepreneur par le pouvoir adjudicateur sera effectué dans les conditions suivantes : délai global de paiement : 30 jours.

L'unité monétaire pour l'exécution du présent marché (calcul des acomptes et du solde, détermination des nets à payer ...) est l'EURO

### 3.6. Travaux modificatifs

Toute modification de travaux ou de prestations, qu'elle entraîne ou non une modification de prix, doit obtenir au préalable l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Les modifications seront traitées par « états supplémentaires de prix forfaitaires » comme prévu à l'article 13 du CCAG travaux, et en tenant compte des stipulations ci-après : le prix global forfaitaire sera diminué ou augmenté de la valeur des prestations non exécutées ou en plus, après proposition du maître d'œuvre au pouvoir adjudicateur du marché puis, en cas d'acceptation, signature par ce dernier, d'un avenant ou d'une décision de poursuivre.

Ne pourront être considérées comme prestations complémentaires que celles ayant fait l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur du marché avant leur exécution. Les prix des prestations en plus ou en moins seront fixés comme suit :

- a) s'ils concordent avec des prestations détaillées dans la décomposition du prix global forfaitaire, par application des prix unitaires figurant dans la décomposition (cf. art. 13-3 du CCAG) ;
- b) à défaut, en cas de prestations non détaillées dans le DPGF, il sera fait application des articles 13.4 et 13.5 du CCAG.

### 3.7. Paiement des sous-traitants

Selon l'article L 2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant direct du titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur est payé par celui-ci, pour la part du marché dont il assure l'exécution, dès lors que le montant du contrat de sous traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus d'une part au sous-traitant et d'autre part, au maître d'œuvre.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par l'article 59 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

### 3.8. Application de la TVA

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

### 3.9. Délais de paiement

Les factures sous forme dématérialisée seront transmises conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique.

Cette transmission s'effectuera via un dépôt sur Ediflex pour les entreprises concernées. Les modalités de fonctionnement de cette plateforme sont énoncées en annexe.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures par le CROUS.

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne majoré de 8 points.

Le marché est réglé à prix forfaitaire et révisable en application de la formule de révision figurant dans l'article 3.3 du présent CCAP.

### 3.10. Utilisation du service web EDIFLEX

**Service GRATUIT** pour le titulaire du marché.

La présente annexe 1 au CCAP fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information **EDIFLEX** mis en œuvre par la société EPICTURE en accord avec le maître d'ouvrage, pour gérer les situations de travaux des entreprises titulaires d'un marché.

## ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES

### 4.1. Délai d'exécution

Démarrage prévisionnel : **Mai 2026**

\* Période de préparation : **2 semaines**

\*Délai prévisionnel d'exécution des travaux : **12 semaines (y compris la période de préparation)**

Le calendrier détaillé d'exécution sera finalisé par l'entrepreneur dans le cadre de l'offre qu'il remettra.

### 4.2. Pénalités pour retard

L'entrepreneur sera responsable de ses délais portés sur le calendrier d'exécution. La constatation des retards sera faite par le Maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la livraison des ouvrages, et par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, il sera appliqué une pénalité de 500 euros hors taxes appliquée par jour calendaire de retard (samedi, dimanche et jours fériés inclus) dans la limite de 10 % du montant hors taxe total du marché.

Des pénalités provisoires seront constatées si, en cours de chantier, la maîtrise d'œuvre constate des retards par l'un des prestataires entraînant des retards sur l'ensemble des travaux.

Ces pénalités interviendront de plein droit sur simple constatation du retard par le Maître d'œuvre et sans qu'il soit besoin pour celui-ci d'adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable.

La date d'achèvement des travaux à prendre en compte sera celle figurant sur la décision de réception prise par le Maître d'Ouvrage.

Par jour de retard dans la production de documents d'exécution, plans y compris note de calculs, demandés par le Maître d'ouvrage ou le bureau de contrôle, il sera appliqué une pénalité de 150 euros hors taxes (références CCTP I.10.5)

### 4.3. Pénalités pour non remise des documents techniques fournis après exécution des prestations

Une pénalité de **150 €** hors taxes par jour sera appliquée pour non remise des documents techniques dans les délais impartis (références CCTP I.10.1)

Les documents sont à remettre à la Direction de l'immobilier du CROUS de NANTES dans les 15 jours suivants la réception des travaux, au nombre de **2 exemplaires papier, via un lien WEB sécurisé et sur clé USB, conformément à liste exhaustive attendues au paragraphe I.10.1 du CCTP.**

### 4.4. Pénalités pour non-réalisation du nettoyage journalier ou nettoyage insuffisant

Après chaque intervention, l'entreprise ayant terminé une tâche devra un nettoyage fin, dans les locaux où elle est intervenue.



L'aire occupée au sol par les matériaux ou matériels sera régulièrement remise en état de propreté pendant la durée des travaux.

D'autre part, l'entrepreneur devra dans les zones en service :

- Un nettoyage quotidien ainsi que l'enlèvement de ses déchets
- Un repliement total des installations le soir.

**En tout état de cause les zones de travail devront être restituées chaque jour, en parfait état de telle sorte que l'exploitation du bâtiment ne soit en aucun cas perturbée**

Nous rappelons ici qu'il s'agit de travaux dans un **restaurant universitaire toujours en exploitation pendant toute la durée du chantier**. L'usage même du bâtiment définit le niveau d'exigences imposé par l'exploitant en termes d'hygiène. Le présent lot devra prévoir dans son offre un nettoyage de son poste de travail après chaque intervention et chaque soir, avant de quitter les lieux. Lors des interventions situées proches des équipements existants de l'exploitant (tables, chaises, équipements de cuisine, etc...), le présent lot devra prévoir des protections mécaniques et contre la poussière sur ces équipements. Ces protections devront être retirées chaque fin de journée et remises au début de chaque intervention.

Dans le cas où le nettoyage journalier n'aura pas été réalisé ou aura été insuffisamment réalisé, **LE TITULAIRE**, sans mise en demeure préalable, sera sanctionné par une pénalité de 150 € hors taxes/jour.

#### 4.5. Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à la réception

Si l'entrepreneur n'y a pas remédié dans le délai fixé au procès-verbal des opérations préalables à la réception faisant l'objet de réserves assorties aux imperfections et malfaçons, des pénalités par jour calendaire de retard, calculées dans les conditions fixées à l'article 4.2. ci-dessus, sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement, même si le Maître d'Ouvrage décide de l'application du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G.

#### 4.6. Tableau récapitulatif des pénalités contractuelles

Toutes les pénalités objet des articles 4.2, 4.3, 4.4 et 4.5 sont cumulables entre elles.

Article	Type de pénalité	Montant	Conditions d'application
4.2	Retard dans la livraison des ouvrages	500€ HT/jour (calendaire)	Retard constaté par le Maître d'ouvrage par rapport à la date d'achèvement figurant sur la décision de réception.
4.2	Retard dans la production de documents d'exécution	150€ HT /jour	Retard dans la remise de documents demandés par le Maître d'ouvrage ou le bureau de contrôle.
4.3	Non-remise des documents techniques	150€ HT/jour	Documents à remettre à la Direction de l'immobilier du CROUS de Nantes dans les 15 jours suivant la réception des travaux.
4.4	Non-réalisation du nettoyage journalier	150€ HT/jour	Nettoyage insuffisant ou non réalisé après chaque intervention, ou si les zones de travail ne sont pas restituées en parfait état chaque jour.
4.5	Retard dans les levées des réserves	500€ HT/jour (calendaire)	Retard dans la levée des réserves mentionnées au procès-verbal des opérations préalables à la réception.

#### 4.7. Notifications des retards

Le Maître d'Ouvrage notifiera à l'Entrepreneur, par écrit (courrier recommandé avec accusé de réception ou email avec accusé de lecture), tout retard constaté, en précisant la date de début du retard et le montant des pénalités applicables.

#### 4.8. Contestation des pénalités

L'Entrepreneur dispose d'un délai de **15 jours calendaires** à compter de la notification pour contester les pénalités, sous réserve de fournir des justificatifs écrits (ex : cas de force majeure, événements imprévisibles et extérieurs).

### ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

#### 5.1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie sera exercée au taux de cinq pour cent (5 %) des montants des travaux. La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire.

En cas de sous-traitance, la retenue est appliquée globalement au titulaire du marché, sauf stipulations particulières mentionnées à l'acte spécial.

#### 5.2. Avance

Selon l'article R2191-3 l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors-taxes et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à 2 mois.

Selon l'article R2191-6 lorsqu'une partie du marché est sous traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Selon l'article R2191-5 Le titulaire peut refuser l'avance.

### ARTICLE 7 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

#### 6.1. Période de préparation

Durée : 2 semaines

#### 6.2. Rendez-vous de chantier

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier qui se tiendront selon les besoins et sur convocation du Maître d'œuvre qui en assurera le secrétariat et au moins une fois par semaine.

Le titulaire devra y être présent ou se faire représenter par une personne autorisée et compétente. Chaque absence sera pénalisée d'une somme de 150 euros HT, pénalité qui sera appliquée sur le montant total des travaux par le Maître d'Ouvrage.

#### 6.3. Notes de calculs – études de détail

Les spécifications techniques détaillées sont établies par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa du Maître d'Œuvre et du bureau de contrôle technique si nécessaire. Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard dix (10) jours après leur réception. La fourniture des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail soumis par l'entrepreneur à l'approbation du Maître d'œuvre et au visa du Maître d'Ouvrage est effectuée suivant les modalités ci-après :

- Fourniture en 1 version informatique au Maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

### ARTICLE 8 : ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

### 7.1. Organisation du chantier (se référer au CCTP II.2)

Le présent lot pourra intervenir uniquement entre 14 et 17h sur site. Des interventions ponctuelles pourront avoir lieu le matin uniquement dans le restaurant à l'étage et en toiture. A partir du 04 juillet, le RU ne sera plus en service et la plage horaire du chantier sera donc élargie.

Nous rappelons ici qu'il s'agit de travaux dans un restaurant universitaire toujours en exploitation pendant toute la durée du chantier. L'usage même du bâtiment définit le niveau d'exigences imposé par l'exploitant en termes d'hygiène. Le présent lot devra prévoir dans son offre un nettoyage de son poste de travail après chaque intervention et chaque soir, avant de quitter les lieux.

Lors des interventions situées proches des équipements existants de l'exploitant (tables, chaises, équipements de cuisine, etc...), le présent lot devra prévoir des protections mécaniques et contre la poussière (type bâches) sur ces équipements. Ces protections devront être retirées chaque fin de journée et remises au début de chaque intervention.

Des visites inopinées de la DDPP peuvent avoir lieu pendant les travaux.

Il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier.

Chaque ouvrier intervenant dans les locaux devra porter un badge avec son nom et celui de l'entreprise qu'il représente,

Les entrepreneurs devront prévenir les utilisateurs de leurs interventions dans les locaux et des coupures d'eau et d'électricité, 48h à l'avance par le biais d'un échange avec le maître d'ouvrage.

L'électricité ne pourra être coupée entre 7h30 et 15 heures afin de ne pas perturber le service du midi assuré du lundi au vendredi, en période d'activité du Restaurant.

### 7.2. Sécurité et hygiène des chantiers

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article D8254 du Code du Travail et avant tout commencement, d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une liste nominative des salariés de nationalité étrangère et certifier que ces salariés sont autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La gestion des déchets sur le chantier devra respecter la réglementation en vigueur (loi AGECE du 10/02/2020 et décret 2021-950).

Avant le démarrage du chantier, elle rédigera, conjointement avec l'exploitation de chaque site, un plan de prévention CROUS.

**L'entreprise attributaire demandera au responsable d'exploitation de chaque site un permis feu (pour la durée de l'intervention).**

## ARTICLE 9 : CONTRÔLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

### 8.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP, seront assurés par l'entrepreneur concerné qui en communiquera les résultats au Maître d'Ouvrage.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

Le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître de l'Ouvrage.

## 8.2. Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivant du CCAG.

L'entrepreneur reste responsable de ses ouvrages jusqu'à ce qu'il ait reçu la décision de réception, signée par la personne responsable des marchés.

## ARTICLE 10 : ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants le cas échéant, doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil ;

## 8.3. Assurances avant et après travaux

### 8.3.1. Responsabilité civile

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, , soit du fait de ses prestations.

Le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Il doit adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

### 8.3.2. Responsabilité Décennale

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant, pendant 10 ans, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

### 8.3.3. Absence ou insuffisance de garantie

Le titulaire devra fournir les attestations d'assurances concernant les polices mentionnées ci-dessus.

Si elles ne sont pas adressées au Maître d'ouvrage dans le délai imparti ou si elles ne sont pas conformes à ce qui précède, celui-ci se réserve le droit de bloquer tout paiement jusqu'à ce que l'entreprise remette les attestations demandées, sans que le décalage de paiement ouvre droit à intérêts.

En cas d'absence de couverture, de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou les polices souscrites, le Maître d'ouvrage exigera de la part du titulaire, la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire.

Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à la demande du Maître d'ouvrage, celui-ci se réserve le droit de souscrire, les assurances nécessaires aux lieux et place de l'entreprise.

Dans ce dernier cas, les primes de ces assurances seront de plein droit déduites du montant des règlements à intervenir au titre du marché, même dans le cas où ces prestations auraient été sous-traités.

Enfin, toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance du titulaire, sera automatiquement mise à la charge de l'Entrepreneur, lequel s'engage à la régler au Maître d'Ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

## ARTICLE 11 : RESILIATION

### 8.4. Dispositions générales

Les modalités de résiliation prévues par le **chapitre 7 du CCAG Travaux** sont applicables au présent marché, sous réserve des dispositions spécifiques ci-dessous

### 8.5. Résiliation pour inexactitude ou non production de documents

- **Inexactitude des documents** : Conformément à l'**article 14 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018**, toute inexactitude dans les documents ou renseignements fournis par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché **sans mise en demeure préalable**, aux frais et risques du titulaire.
- **Non-production des pièces obligatoires** : En cas de non-production des pièces prévues aux **articles D. 8222-5, D. 8222-7 à D. 8222-8 du Code du travail** ou aux **articles R. 2143-3, R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 1263-12 du Code de la commande publique**, le maître d'ouvrage notifiera une **mise en demeure écrite** assortie d'un délai de **30 jours** (sauf indication contraire). À défaut de régularisation dans ce délai, le marché sera résilié **sans indemnité**, et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire.

### 8.6. En cas de manquement du titulaire

Le marché pourra être résilié de plein droit, sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, aux torts du **TITULAIRE** :

- Après mise en demeure en cas de non-respect par **LE TITULAIRE** de ses obligations contractuelles, et notamment en cas d'abandon de chantier.
- Sans mise en demeure, dans le cas de tromperie grave et dûment constatée sur la qualité des matériaux ou sur la qualité d'exécution des travaux.

Dans les dix jours suivant la date du procès-verbal susmentionné, le **MAITRE D'OUVRAGE** fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages.

A défaut d'exécution de ces mesures par **LE TITULAIRE** dans le délai imparti par le **MAITRE D'OUVRAGE**, Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Le **MAITRE D'OUVRAGE** dispose du droit de racheter, en totalité ou en partie :

- Les ouvrages provisoires utiles à l'exécution du Marché ;
- Les matériaux approvisionnés, dans la limite des besoins du chantier.

Il dispose, en outre, pour la poursuite des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition, le matériel spécialement construit pour l'exécution du marché.

En cas d'application des deux alinéas précédents, le prix de rachat des ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux approvisionnés sont rachetés aux prix du Marché ou, à défaut, par accord amiable.

**LE TITULAIRE** est tenu d'évacuer les lieux dans le délai qui est fixé par le **MAITRE D'OUVRAGE**.

**LE TITULAIRE** ne pourra céder son marché en totalité ou en partie sans l'autorisation du **MAITRE D'OUVRAGE**, sous peine de résiliation. Il est précisé que le changement de dénomination sociale ou les changements sociaux résultants d'opération de fusion-absorption, ne seront pas considérées comme des cessions de contrats, dès lors que le successeur reprend l'intégralité des droits et obligations du signataire du contrat.

La résiliation du contrat aura lieu de plein droit en cas de disparition, liquidation judiciaire, ou faillite du **TITULAIRE**.

### 8.7. A l'initiative du Maitre d'Ouvrage

Le **MAITRE D'OUVRAGE** peut résilier le marché, par sa seule volonté, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant **LE TITULAIRE** uniquement de toutes ses dépenses engagées en vue de l'exécution du marché et de tous ses travaux exécutés pour lesquels il n'aurait pas reçu paiement.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## ARTICLE 12 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

En cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent marché prévalent sur celles du C.C.A.G.

L'article 4, 6.2 et 8.5 du présent CCAP déroge à l'article, 11, 19, 41.6, 45 et 47 du CCAG-travaux

## ARTICLE 13 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de NANTES sis à :

6, allée de l'Île Gloriette  
44041 NANTES CEDEX, FRANCE.  
Téléphone : 02.40.99.46.00 Télécopie : 02.40.99.46.58  
Courrier électronique : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Toute décision défavorable au titre du présent marché, pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif précité dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Il est également possible de recourir au référé pré-contractuel dans un délai de 11 jours jusqu'à la signature du marché.

## **ANNEXE 1 : SERVICE EDIFLEX**

### **1 – OBJECTIFS DU SERVICE EDIFLEX**

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but :

- de gagner 2 à 3 semaines sur le circuit des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- d'éviter les litiges ou retards :
  - o en sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
  - o en standardisant la présentation des documents,
  - o en permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- de réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

### **2 – OBJET DU SERVICE**

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

#### **2.1. Le Maître d'Ouvrage**

- Administrateur du service EDIFLEX, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et les valeurs des index de révision utilisés dans les marchés,
- Responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, éventuels travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct),
- Il valide les DPGF et/ou BPU des entreprises vérifiées par la Maîtrise d'œuvre ainsi que les situations de travaux (validation valant "attestation de service fait"), après contrôle du Maître d'œuvre.

#### **2.2. Le Maître d'œuvre**

- Il vise pour accord les DPGF, les BPU et, chaque mois, les situations de travaux des entreprises, pour les lots dont il a la charge.

#### **2.3. L'Entreprise**

- Elle consulte les conditions financières de son marché puis enregistre sur écran la DPGF ou le BPU correspondant à son corps d'état en accord avec le Maître d'œuvre, ceci pour le marché initial et les éventuels travaux modificatifs,
- Elle présente ses situations par saisie de ses avancements de travaux et des montants à payer à ses sous-traitants,
- Si nécessaire, elle signe les documents papier « Attestation de Paiement Directs » concernant les sous-traitants.

#### **2.4. Dates de saisies des données**

- Saisie des marchés de l'entreprise par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la notification des marchés,
- Mise au point des DPGF/BPU de l'entreprise en liaison avec le Maître d'œuvre, puis saisie des DPGF/BPU dans les 25 jours suivant la notification du marché,
- Situations de travaux :
  - o L'entreprise les présente sur EDIFLEX,
  - o La Maîtrise d'Œuvre les vérifie sur EDIFLEX au plus tard à J+8,
  - o Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son " avis d'intention de payer " puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+30.

#### **2.5. Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur**

Chaque intervenant veillera à mettre à jour son adresse « mail » sur sa « fiche abonné » afin de recevoir les messages d'alerte émis par le serveur EDIFLEX.

Les situations de travaux sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant.

Les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de travaux archivées sur le centre serveur pour les éditer localement, telle est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives

(situations de travaux et décompte général définitif (DGD), pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés dans leur comptabilité selon les exigences légales.

## **2.6. Ouverture et fermeture du service**

Le service est ouvert à partir de la date de notification des marchés ; les abonnés seront alors convoqués à une séance de formation au service EDIFLEX.

Les codes d'accès et mot de passe seront remis aux participants lors de la séance de formation. **Toutefois, en cas d'impossibilité d'assister à la formation, le code d'accès pourra être obtenu en contactant la hotline au 01 44 41 02 24**

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

Dès que l'entreprise aura envoyé son projet de décompte final sur le service EDIFLEX et que celui-ci aura été accepté par le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage pourra lui fermer l'accès au service.

Dès que le Maître d'œuvre aura vérifié le dernier projet de décompte final de la dernière entreprise sur le service EDIFLEX, le Maître d'ouvrage pourra lui fermer l'accès au service.

Pour le Maître d'ouvrage, l'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsqu'il aura validé et édité les DGD (Décomptes généraux définitifs) et qu'il aura récupéré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX. Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le Maître d'ouvrage au prestataire.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

## **2.7. Rôle de la société EPICTURE**

La société **EPICTURE** exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises,
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00).

La société **EPICTURE** garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables du lundi au vendredi, (hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société **EPICTURE** s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

## **3 – TERMINAL D'ACCES AU SERVICE**

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et messagerie électronique.

## **4 – CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE**

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

### **4.1. Authentification de l'abonné**

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

### **4.2. Emission d'information**

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

### **4.3. Réception d'information**

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible,

Les validations par un intervenant des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent accusé de réception pour l'intervenant suivant.

### **4.4. Edition d'information sur support papier**

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

### **4.5. Convention sur la preuve**



Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article 109 du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service **EDIFLEX** de la société **EPICTURE** font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société **EPICTURE** ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société **EPICTURE**.

## **5 – FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX**

Le coût du service est pris en charge par le Maître d'Ouvrage. L'abonnement au service comprend :

- l'ouverture des codes d'accès sur le serveur,
- la participation à une séance de formation (1/2 journée en début d'intervention),
- la mise à disposition des manuels-utilisateurs, code d'accès et mot de passe,
- l'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
- le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
- l'archivage des informations sur le serveur durant le chantier,

Le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service :

- terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet),
- frais de télécommunications lors de la connexion au serveur.